

AntiCapitaliste



- 1€ - pour le pouvoir des travailleurs - N°7 - Mars 2009

**Pour l'emploi, les salaires
les services publics**

COMME AUX ANTILLES

GREVE GENERALE

**Nos syndicats doivent
RECONDUIRE**



Qui sommes-nous ?

NOUS SOMMES COMMUNISTES, nous refusons cette société capitaliste où une petite minorité s'enrichit aux dépens de l'exploitation de l'immense majorité de la population. La planète n'a jamais autant produit de richesses qu'aujourd'hui et les inégalités et la misère n'ont jamais été aussi criantes. Des populations entières meurent de faim alors que l'on produit 120% des besoins alimentaires mondiaux. Il y a en France plus de logements vides que de SDF. De nos jours les besoins humains ont très largement de quoi être satisfaits et pourtant c'est toujours plus de chômage et de précarité qui nous guettent. La course au profit conduit à des désastres écologiques qui menacent la survie même de l'humanité.

NOUS COMBATTONS LE RACISME ET LES OPPRESSIONS, que le régime érige en institution (centres de rétention, rafles et ministère de l'identité nationale, ...) ainsi que l'extrême droite et ses idées. Le capitalisme a toujours besoin d'un bouc émissaire pour diviser les travailleurs. Aujourd'hui c'est la carte de l'islamophobie qui est brandie sous couvert d'une pseudo-laïcité et d'une guerre dite de civilisation. Le sexisme, l'homophobie et les oppressions de genre, continuent d'être des outils aux mains des capitalistes.

NOUS SOMMES INTERNATIONNALISTES car les travailleurs n'ont pas de patrie. Nous combattons l'impérialisme, le pillage par les Etats-Unis en Irak ou par la France dans ses anciennes colonies. Nous soutenons inconditionnellement tous les peuples en résistance en Palestine, au Liban, en Irak, au Kurdistan, en Tchétchénie et ailleurs. Chaque défaite de l'impérialisme est une victoire pour les travailleurs.

NOUS SOMMES ENGAGES DANS LES MOUVEMENTS SOCIAUX où nous défendons les stratégies les plus unitaires possibles tout en affirmant la nécessité de combattre les gouvernements aux ordres du MEDEF. Nous avons lutté pour la défense des retraites et des services publics, contre le CPE, contre la LRU... Nous nous battons pour des revendications politiques dans ces mouvements car c'est la seule manière de triompher.

FAIRE EMERGER UNE ALTERNATIVE UNITAIRE A GAUCHE est de plus en plus crucial. Les courants de la gauche antilibérale et anticapitaliste doivent s'unir afin d'offrir une expression politique aux mouvements sociaux qui soit une alternative crédible face à un Parti Socialiste qui n'offre aucune perspective si ce n'est l'accompagnement des reculs sociaux et démocratiques. Nous défendons dans ce cadre la nécessité de transformer les crises sociales en crises politiques afin de déstabiliser davantage le régime.

UNE REVOLUTION SOCIALISTE EST NECESSAIRE pour renverser le capitalisme. Ce n'est pas des institutions des capitalistes que viendra le changement de société. Les travailleurs, qui créent les richesses, doivent s'emparer du pouvoir, pour abolir la propriété privée des moyens de production et planifier eux-mêmes l'économie afin de répondre aux besoins de tous. Une révolution passe par la lutte internationale des travailleurs. Le socialisme ne peut rester enfermé dans un seul pays. Les pays staliniens n'avaient de socialisme que le nom et pratiquaient un capitalisme d'Etat bien réel.

BATIR UN PARTI REVOLUTIONNAIRE centralisé et démocratique est indispensable à la réussite d'une révolution des travailleurs. La spontanéité seule est bien trop fragile pour menacer durablement le capitalisme. Le patronat est très bien organisé et les travailleurs doivent disposer d'une structure efficace capable de le combattre.

Agenda militant

Réunions de Marxistes Unitaires

Tous les mercredis à 17h, salle B1204, à Tolbiac

Mercredi 4 mars

Grève générale en Guadeloupe, Marie Geaugey

Mercredi 11 mars

La révolution cubaine est-elle socialiste ?, John Mullen

Mercredi 18 mars

La Grève générale et la révolution, Benjamin Lormet

Mercredi 25 mars

Avons-nous besoin d'un parti révolutionnaire ?, Adrien Nicolas

Mercredi 1er avril

Capitalisme et Guerres, Otman Fekar

Manifestations et campagnes :

Mardi 10 et Mercredi 11 mars

manifestations éducation nationale

Jeudi 19 mars

Journée de grève générale interprofessionnelle

Du mercredi 1er avril au dimanche 5 avril
CONTRE-SOMMET DE L'OTAN

SAMEDI 4 AVRIL

Manifestation internationale à Strasbourg

Départ en bus au matin / retour le soir

Aller-retour : 40 € pour les étudiants et chômeurs
50 € pour les salariés.

EXCLUSIF

VOUS ÊTES ACCRO À CE JOURNAL ?

AntiCapitaliste

MARX DEPOSE

ABONNEZ-VOUS !

Edito

Sarkozy et ses copains commencent à peine à entrevoir que la crise aura des effets très durs sur leur côtes de popularité, déjà au plus bas, que les travailleurs subissent déjà de plein fouet les licenciements massifs (90 000 chômeurs de plus en janvier), les heures de chômage partiel (1 600 000 en janvier et février) : les patrons sont bien déterminés à nous faire payer leur crise, et à en tirer des profits en prime.

Mais de plus en plus de salariés sont prêts à passer à l'offensive : la réussite, historique, du 29 janvier, la victoire majeure de la grève en Guadeloupe, qui donne des idées à des milliers d'autres, en Martinique, à la Réunion, à Toyota Valenciennes, d'exiger, enfin, la hausse générale des salaires que le MEDEF et Sarkozy s'accordent depuis si longtemps à déclarer utopique.

Les reculs successifs du gouvernement, sur la réforme du bac, sur le statut-des enseignants-chercheurs, s'ils sont évidemment insuffisants, un attermoisement pour nous démobiliser, ont donné confiance aux travailleurs en leur capacité à obtenir des victoires. Le gouvernement est divisé face à nos grèves, son idéologie libérale est malmenée, le tout dans un contexte de crise et de multiplication des luttes sociales, en France et partout en Europe.

La mobilisation exemplaire dans l'éducation le 5 mars, les manifestations attendues pour les 10 et 11 mars dans le primaire et le secondaire, la grève interprofessionnelle du 19 mars, et les suites à donner au mouvement, sont autant de raison de se réjouir qu'enfin nos syndicats appellent à la mobilisation générale. Mais une seule journée de mobilisation dans plusieurs semaines ne suffira pas, pour l'emploi, les salaires et le service public.

Le 19 mars doit être le début d'une lutte prolongée, d'une lutte contre ce gouvernement et pour un changement radical de société. Les dirigeants de nos syndicats semblent avoir plus peur que nous nous engagions dans une lutte décisive contre le gouvernement, que nos grèves deviennent générales et reconductibles, qu'ils n'ont eu peur pendant des années de signer des accords entérinant des graves reculs sociaux, comme la Loi de modernisation du marché du travail, la casse des régimes spéciaux.

La crise, nos grèves, la faiblesse du gouvernement, élèvent les enjeux. Face à un gouvernement qui rogne sur tous les acquis des luttes passées (retraite, sécu, éducation, droit de grève), nos acquis seront toujours en sursis, à la moindre démobilisation ils reviendront dessus, encore et encore. C'est la logique même du capitalisme, de la concurrence et du profit maximum, qui les pousse à nous faire travailler toujours plus, pour des salaires toujours plus faibles, dans des conditions de plus en plus dégradées.

Le 19 mars, et après, poussons l'avantage, finissons-en avec ce gouvernement. C'est à nous de nous organiser pour décider de nos grèves, dans les assemblées générales, en coordonnant les secteurs en lutte. A nous de construire une direction alternative aux directions syndicales, d'organiser les militants les plus décidés à en finir avec le capitalisme. Prenons le parti de la révolution !

Sommaire

2... Agenda militant

3... Editorial

4-5... Guadeloupe

6... Santé

7-11... Education

12-17... Dossier : Un système en crise

18... Vénézuela

19... NPA

20... Contre l'OTAN, tous ensemble à Strasbourg

Remerciements :

Ont participé à ce numéro (par ordre alphabétique), Adrien, Benjamin, Catherine, Hugo, Jérémy, John, Laurent, Laure, Marie, Otman.

Nous tenons tout particulièrement à remercier tous-tes les militants-tes qui nous ont accordé des interviews afin de rendre plus vivant ce journal.

Infos légales :

Ce journal est édité par l'association Marxistes Unitaires.

Ce journal est tiré à 300 exemplaires pour la première édition (vendredi 6 mars 2009).

La rédaction de *Anticapitaliste* reste à votre disposition :
redaction.anticapitaliste@yahoo.fr
ou par téléphone au 06.64.28.04.25.

GUADELOUPE

Seul la lutte paie !

Un articles de Marie Geaugy, envoyée spéciale en Guadeloupe

Le mouvement de grèves en Guadeloupe a débuté en Décembre. Le LKP, Liyannaj Kont Pwofitasyon, qui regroupe de nombreux syndicats (dont l'UGTG, la CGTG et la FSU), a suspendu le mouvement après quelques jours, livrant ses revendications à l'examen du MEDEF et de l'État, et annonçant une reprise des grèves pour le 20 janvier si les négociations ne s'ouvraient pas avant cette date. Un mépris sans réserve a accueilli ces déclarations : ni l'État, ni le MEDEF, n'ont examiné les revendications, et le mouvement s'est déclenché. Depuis, la Guadeloupe est « bloquée ». Concrètement, de nombreux secteurs sont en grève (la poste, certains services audiovisuels, l'éducation, les employés du tourisme : aéroports, hôtels, etc, de nombreux salariés du secteur primaire), des piquets de grèves sont organisés par le LKP devant des hôtels, stations services, ainsi que des barrages de routes.

Si le mouvement est impressionnant, c'est parce qu'il est l'aboutissement d'une colère populaire qui remonte aux heures de la colonisation et de l'esclavage, dont beaucoup de Guadeloupéens jugent ne pas être sortis. Les exploités ne sont pas les seuls à se sentir encore dans un système colonial : la communauté Béké, qui descend directement des premiers colons, légitime aujourd'hui encore sa domination économique de l'île par des propos racistes. Les

békés possèdent tous les hyper-marchés de l'île, et s'entendent pour fixer les prix. Les importations n'expliquent pas tout : la tomate locale se vendait 6 Euros le kilo en

Décembre dans tous les Carrefour ! Ce problème, spécifiquement colonial, se double du problème social qu'engendre partout le capitalisme : le patronat local exploite sans scrupule une population dont plus du quart est au chômage, les salaires sont rarement au-dessus du SMIG, 20% des ménages vivent sous le seuil de pauvreté.

Devant l'ampleur du mouvement, Etat et patronat ont enfin accepté d'ouvrir les négociations. Nouvel exemple du mépris avec lequel les Guadeloupéens sont traités par le pouvoir métropolitain, surtout quand ils ont des revendications sociales : Jégo, représentant de l'État, s'étant engagé sur une plate-forme de revendications à examiner, a été convoqué expressément par Fillon et a abandonné la table des négociations. De retour en Guadeloupe, il a tout bonnement nié ses engagements ! Durant toutes les négociations, le MEDEF s'est fait remarquer par sa mauvaise volonté : les organisations de petits patrons (qui ont, eux, des difficultés réelles à augmenter les salaires) ont presque toutes accepté les 200 Euros d'augmentation du SMIG. Jocelyn Maleama, président de l'association des commerçants du Moule, déclare : « 90% des entreprises sont favorables au mouvement »¹.

Les arguments des grands patrons, repris par tous ceux qui dénigrent les grèves, sont les mêmes que ceux qu'utilisent Sarkozy pour criminaliser le mou-

vement social en France : le LKP ne serait qu'un petit groupe d'agitateurs non-représentatifs de la population, prise en otage par les grèves ... Bref, « l'ultra-gauche » guadeloupéenne ! Or, le peuple guadeloupéen se trouve massivement représenté dans le mouvement. Parmi les non-grévistes, beaucoup soutiennent le LKP et vont aux manifestations. L'Église même, dont l'influence sur la société antillaise est très forte, se montre favorable au mouvement : « une autre Guadeloupe est possible, si nous nous donnons les moyens de réorienter notre économie pour qu'elle soit au service des personnes et non du seul profit de quelques-uns » déclare la Rencontre diocésaine des responsables catholiques de Guyane, Martinique et Guadeloupe².

Pourquoi le MEDEF se défend-il avec autant d'acharnement ? (si ce n'est avec des arguments valables). L'hypothèse du manque de moyens pour augmenter les salaires est bidon : Wily Angèle, le président du MEDEF en Guadeloupe, ne possède pas d'entreprises sur place ! Si le MEDEF rechigne tant à signer cet accord, c'est-à-cause de la portée qu'aura partout en France une telle victoire sociale. En France métropolitaine, la crise sociale est de plus en plus visible, les grèves se multiplient dans tous les secteurs. Les yeux de tous sont tournés vers les luttes antillaises, et le recul du MEDEF local sera le signe de sa faiblesse nationale. La victoire du LKP, celle du peuple guadeloupéen, des victimes de la "profitection" sera celle de tous les mouvements de contestations sociale, économique, et politique !



1. France-Antilles du 15 février 2009
2. France-Antilles du 28 Janvier 2009

Parole de gréviste

Patrick (LKP)

INTERVIEW, Propos recueillis par M.G., sur la route entre Bouillante et Mahaut, lors du blocage de cette route par un groupe du LKP

Quelle est la nature de vos revendications, à qui les adressez-vous ?

Nos revendications sont des revendications de justice sociale. Ce n'est pas normal qu'en Guadeloupe, la plupart des salariés ne soient qu'au SMIG. Les fonctionnaires touchent 40% en plus pour affronter la vie chère, et c'est légitime. Mais pourquoi les salariés du privé n'ont pas droit à la même augmentation : ils sont confrontés au même prix de la vie ! Eli Domota, le leader du LKP, est directeur-adjoint de l'ANPE et bénéficie de ces 40%. Et comme tout Guadeloupéen qui veut la justice, il réclame les 200 euros d'augmentation du SMIG : exactement une augmentation de 40%. Ensuite, nous espérons que la

justice sociale aboutira à une autre justice, l'égalité des races. Le racisme en Guadeloupe, plus encore qu'en métropole, est social et économique. Les Békés possèdent presque toutes les terres agricoles, et 60% des grands centres de distribution alimentaire. Ils exploitent par le travail ceux d'entre nous qui sont dans le primaire, et ils exploitent toute l'île par la consommation. Ce sont eux qui fixent les prix. Nous considérons cette communauté comme responsable de notre situation sociale injuste. Mais ce ne sont pas les seuls : des patrons, qui viennent de la métropole, exploitent autant que les békés. Nos revendications s'adressent au MEDEF, aux békés, et à l'État français qui laisse faire ça. L'État français nous traite encore comme une colonie, nous dénonçons cette relation, qui est une relation de profitation, d'exploitation des petites classes sociales.

Cette justice fondée sur l'égalité des peuples que vous espérez, c'est le sens du slogan « la Gwadeloup cé tan no, la Gwadeloup a pa ta yo » ?

Tout-à-fait. Ce slogan choque les touristes métropolitains, qui croient que notre combat est un combat raciste, et donc un combat contre eux. Or, c'est tout le contraire : notre combat est contre le racisme. « la Guadeloupe, c'est pas à vous », ça ne s'adresse pas aux touristes, ni aux blancs !



ça s'adresse avant tout aux békés, qui ne sont pas du tout des blancs, qui se revendiquent comme une race à part. Et ça s'adresse à ce patronat métropolitain, qui vient ici pour exploiter une population où les salaires dépassent rarement le SMIG. Nous considérons ce comportement patronal et des békés comme une continuation de l'esclavage, c'est ça que nous appelons la « profitation ». Nous parlons de « révolte nègre », on parle tout aussi bien de « révolte d'esclaves modernes », de toutes les victimes de la profitation : beaucoup de gens différents, des noirs africains, des coulis, des métis, des blancs...

Comment le LKP fait-il pour fédérer toutes ces revendications, venant de tant de gens différents ?

Ce mouvement c'est l'aboutissement d'un ras-le-bol populaire, présent dans les petites classes sociales et même chez les favorisés qui veulent la justice. Ce ras-le-bol est présent dans les Antilles depuis très longtemps, et le LKP prépare ce mou-

vement depuis plus d'un an. La crise financière mondiale a aggravé la situation, et le mouvement a été lancé en Guadeloupe. Il a très vite été suivi par la Martinique, qui connaît la même situation de profitation, puis la Guyane et la Réunion.

Et à quoi espérez-vous aboutir ?

Tout d'abord, nous voulons que nos revendications soient satisfaites, y compris et surtout les 200 Euros d'augmentation. Pour cela, les négociations doivent se passer dans le respect, ce qui n'est pas fait par l'État français, qui a rappelé Jégo parce qu'il avait accepté de signer un accord. L'État français s'est décrédibilisé. Ensuite, les Guadeloupéens doivent réfléchir à un changement de statut. Mais ce changement exigerait des sacrifices économiques.

Votre mouvement est considéré comme un exemple par beaucoup de militants en France métropolitaine. Selon vous, est-ce possible de déclencher un tel mouvement là-bas ?

Je pense que c'est plus difficile là-bas, parce que les choses sont plus compliquées. Là-bas, vous avez toujours l'exemple d'un gars qui s'en est sorti, en travaillant, en étudiant. C'est possible pour un petit nombre, le reste des gens voient cet exemple et se disent : « moi aussi je peux m'en sortir ». C'est une illusion, bien-sûr, mais ça suffit pour empêcher les gens de se mobiliser. Ici, la situation est claire, les gens ont conscience d'être exploités, ça fait des années qu'ils n'en peuvent plus. Et ils savent très bien qui sont leurs ennemis : regardez ces jeunes, la semaine dernière, qui sont partis sans payer des magasins : c'était des grandes surfaces békés ... les gens savent très bien. Si notre mouvement aide les métropolitains à se rendre compte qu'eux aussi sont exploités, c'est une victoire pour nous.

Rentabiliser la Santé

Des hopitaux vont disparaître

Articles d'Otman Fekar

Dans la droite ligne de l'installation de la T2A en 2004 (Tarification à l'activité, qui consiste à financer l'hôpital public en fonction non plus de ses patients mais des pathologies traitées, ce qui conduit l'hôpital à stopper les soins trop peu « rentables » afin de se concentrer sur les plus rentables), et la mise en place des franchises médicales en 2008, voici le nouveau lapin que nous sort le ministre de son chapeau.

Ça coûte trop chère

Le projet de loi HPST (Hôpital Patient Santé Territoire) adopté en Conseil des Ministres et en discussion à l'Assemblée Nationale, est la touche ultime de la privatisation de l'hôpital public. La recette utilisée par la droite (et le PS) lors de ces 25 dernières années est la même que celle qui a permis la privatisation de l'Université. On sous-investit pendant un bon laps de temps, on râle parce que ça coûte trop cher, et enfin on présente la solution miracle directement importée des États-Unis (exemple en modèle de santé public...) afin de nous faire avaler la pilule.

Gérer l'hôpital comme une entreprise

Cette loi instaure avant tout une nouvelle gouvernance. Comme la LRU dans les universités, la loi HPST doit préparer à la fusion des hôpitaux, afin d'en "optimiser" les coûts. Sans penser au patient, qui se trouve être un client. Car bien entendu, on "consomme" une maladie. C'est connu.

L'objectif annoncé est clair. C'est de regrouper en 200 communautés hospitalières de territoire les 1050 établissements publics de santé. Et pour permettre ceci, créer des Agences Régionales de Santé, censées les fusionner. À la tête des futurs ARS sera nommé, en Conseil des Ministres par décret, un Directeur Général. Un par ARS. Un peu comme un préfet, il régnera en maître.



1. extrait de l'article du Monde Diplomatique (février 2008) "Traitement de choc pour tuer l'hôpital public", par André Grimaldi, Thomas Pappo et Jean-Paul Vernant

2. Le Parisien, 3 mars 2009, <http://www.leparisien.fr/economie/de-7-h-a-14-h-36-la-folle-journee-de-bouchra-infirmiere-a-bichat-03-03-2009-428774.php>

tre sur les hôpitaux de la région, et sera en plus soumis à une logique de rentabilité absolue, accentuée par le fait qu'il peut être révoqué s'il ne rentre pas dans les clous.

Cette logique de rentabilité qui consiste en des fermetures de lits, on le constate au quotidien avec une attente de plus en plus longue aux Urgences, dû à une pénurie de personnels savamment entretenue. Les fermetures de cliniques qui se multiplient ces derniers mois (Juvisy, Ivry, Carhaix, ...) illustre de ce que sera la suite. Résumer en une phrase "Ne pas financer les 15 % à 20 % de places vides, ce serait comme payer les pompiers seulement quand il y a le feu !"¹

Carte Vitale ou carte bleu Visa?

Ce que l'on vit au quotidien aujourd'hui va donc empirer si cette loi passe. Les hôpitaux se spécialiseront aux détriments des maladies qui coûtent trop chère et ne rapportent que peut de client/patient solvable, les médecins libéraux verront la possibilité d'augmenter leur honoraire, seulement s'ils font en sorte de prescrire moins de médicaments...

La série de décès du mois de décembre dernier n'est pas dû au hasard. Pénurie de personnel, ce qui reste devant enchaîner garde sur garde pour y pallier. La mort d'un enfant de trois ans à l'hôpital St Vincent de Paul (où l'on supprime encore des postes²) n'a eu que pour conséquence la mise en examen de l'infirmière après une garde à vue scandaleuse, au lieu de réfléchir sur le manque de moyen.

Car la logique est claire. Créer un système à deux vitesses, avec clinique privée (géré par des philanthropes comme AXA ou Groupama) face à l'hôpital public. La santé, comme tout service public, ne doit pas être soumise à cette logique de concurrence. Un hôpital ne doit pas dégager des profits, mais faire en sorte que chacun puisse accéder à des soins de qualités.



INTERVIEW, Propos recueillis par O.F.

Nous avons interrogé Alain Acquart, SUD Santé Social pour nous parlé de leur mobilisation.

Quels sont les raisons de la mobilisation du 5 mars?

Elle a lieu dans le cadre de la lutte sur le projet de loi Hôpital, Patient, Santé, Territoire (HPST) que veut faire passer la ministre de la Santé Roselyne Bachelot. Cette loi instaure le même processus de démantèlement que l'on retrouve dans les universités. L'objectif est de transférer les activités lucratives pour les cliniques privées, et laisser les activités les plus coûteuse aux hôpitaux. Et de fusionner les hôpitaux. Ainsi, l'AP HP (Assistance Publique – Hôpitaux de Paris) disparaîtra. De plus, la mise en examen de la collègue de St Vincent de Paul a posé beaucoup de question au sein de la profession. De fait, l'hôpital public est déjà malade, et cette loi va le tuer.

Quels sont les perspectives?

C'est difficile à envisager. La possibilité de lutte à ce sujet est très limitée. Au niveau de l'opinion publique, on ne constate pas un mouvement populaire qui prend forme contre cette loi. De plus, l'intersyndicale, et en particulier la direction de la CGT Santé Action Sociale, ne cherche pas à mobiliser. Il a fallu que SUD Santé-Sociaux et les collectifs de défense mettent la pression pour que la manifestation du 5 mars puisse avoir lieu. L'intérêt de ne pas attendre le 19 mars est d'alerter l'opinion public à ce sujet, et faire prendre conscience que ce qui reste de service public de la santé est en train de se jouer en ce moment.

NETTOYAGE du RER E EN GRÈVE

Article de Otman Fekar

Le 17 février dernier, 100% du personnel de nettoyage des stations de Haussman et Magenta (RER E), se sont mis en grève pour dénoncer leurs conditions de travail déplorable. Les voyageurs et la direction ont pu le remarquer !

Ils réclament la titularisation des salariés en CDD, un changement de Convention Collective pour les personnes des toilettes, et une revalorisation salariale, sachant que pour les ouvriers du ménage, c'est SMIC à vie sans augmentation de salaire. La direction du groupe Challancin propose moins de 1 euro d'augmentation net par mois, et envoie des briseurs de grève. La réaction de la SNCF, qui a « externalisé » le nettoyage, est nulle.

Le mercredi 4 mars, la direction de Challancin progresse dans ses propositions : 4 euros net de prime, avec une augmentation de 0,8% des salaires. Cela illustre bien le mépris avec lequel ils traitent leurs salariés. Les ouvriers du ménage ont décidé de retourner au travail avec ce maigre accord. Bien évidemment, leurs jours de grève ne seront pas payés. En solidarité avec ces femmes et hommes de l'ombre, vous pouvez adresser vos dons à Sud Rail St Lazare.

Cette grève est riche d'enseignement. Elle a montré aux usagers du RER E, que contrairement à ce que dit Sarkozy, les grèves en France se voient toujours. Elle illustre aussi un fait : c'est tous ensemble, à travers une grève générale reconductible comme dans les Antilles, que nous devons lutter pour vaincre le gouvernement et le Medef.

MASTERISATION refuser la précarité des profs

Article de Catherine Curran

Grâce à la collaboration de trois syndicats loin d'être majoritaires, le SGEN, Autonome-sup et l'UNSA, Péresse et le gouvernement croient avoir les moyens de sortir du conflit autour de l'application de la LRU. Il n'a fallu que sept heures de discussions pour que ces trois syndicats se déclarent « satisfaits »¹.

Péresse promet (encore!) que la modulation de service des enseignants-chercheurs (la possibilité pour la présidence de doubler leurs heures d'enseignement) « ne pourra pas être mise en œuvre sans l'accord de l'intéressé » et « s'envisage dans le cadre d'un projet collectif ». Les équipes de recherches assureront le « sale boulot » d'organiser la division de travail entre collègues. Sans moyens supplémentaires pour compenser les déficits budgétaires programmés par le ministre, l'augmentation des heures d'enseignement des enseignants-chercheurs titulaires est inévitable.

Malgré le triomphalisme du gouvernement, leur projet risque de susciter davantage la colère qu'autre chose. Les négociations ont eu lieu sans la participation du syndicat majoritaire, le SNESUP, ni les organisations moteurs du conflit tels que sauvons l'université. Ces derniers appellent à manifester le 5 et le 10 mars. Surtout, les positions votées par la coordination des universités, y compris l'abrogation de la LRU, ne sont même pas abordées. Finalement, le ministre n'a pas bougé sur l'une des questions principales derrière le conflit : celle de la masterisation des concours de l'enseignement.

Les syndicats ont l'air de vouloir permettre au ministre d'imposer la masterisation : Autonome sup demande simplement de repousser la réforme jusqu'en 2011, et le SNESUP est sur la même longueur d'onde.

La masterisation c'est l'intégration de la préparation et des épreuves des concours de recru-

tement des enseignants du premier et des seconds degrés (CAPES) dans un diplôme universitaire. Avant, on passait le concours après la licence, il y avait ensuite une année de stage rémunéré, qui incluait deux jours de formation à l'IUFM plus six heures de cours devant les classes en tant qu'enseignant-stagiaire. Avec la réforme, le concours est passé à la fin du premier semestre du deuxième année de master, l'année de stage payé est supprimée. Les jeunes recrutés enseigneront à plein temps dès leur première rentrée.

Beaucoup auront un diplôme mais sans réussir le concours, et représenteront un vivier de futurs enseignants précaires qui iront négocier leur CDD chaque année auprès de chefs d'établissement susceptibles de les embaucher selon leurs besoins immédiats.

Ceux qui sont déjà titulaires de l'éducation nationale vont pouvoir garder leur statut (après 5 semaines de grève quand même),

mais en acceptant cette réforme, les syndicats acceptent que les futures générations d'enseignants soient précarisés comme tant d'autres, à la SNCF, à la Poste, et ailleurs.

Alors qu'ils ont déjà obtenu des reculs sur la défense de leur statut, la détermination des enseignants à maintenir la mobilisation contre la masterisation des concours, malgré que les syndicats, SNES en tête, l'ont négociée, est un gage de leur volonté de se battre sur des revendications plus larges que leur seul statut, pour la défense de leurs étudiants qui se préparent aux concours, et pour l'ensemble du service public d'éducation.

Pour en finir avec le projet de Péresse, il faut élargir la mobilisation pour inclure tous les secteurs de l'éducation nationale, de la maternelle à l'université, se lier aux hôpitaux, à la poste, aux transports et aux autres secteurs en lutte contre le gouvernement.



GRÈVE UNIVERSITÉS

le mouvement se durcit

Depuis l'appel du 12 décembre des enseignants chercheurs contre la modulation des services, la mobilisation dans les universités ne cesse de s'amplifier. Depuis le 2 février, la quasi-totalité des universités sont en grève active, et les blocages se développent, souvent à l'initiative des enseignants-chercheurs eux-mêmes. Alors que le gouvernement commence à faire marche arrière et tente de gagner du temps en mentant effrontément, les revendications se sont déjà considérablement élargies. Nous avons choisi de donner la parole à deux grévistes particulièrement engagées depuis le mouvement de l'hiver 2007 contre la LRU.

Paroles de grévistes

Interview de Judith Revel, maître de conférence et enseigne l'italien, à l'université Paris 1.

INTERVIEW, Propos recueillis par Benjamin Lormet

Qu'est qui a été le déclencheur du mouvement chez les professeurs et les chercheurs ?

Le déclencheur du mouvement a sans doute été à la fois le projet de réforme du statut des enseignants-chercheurs, celui de la masterisation, et celui du contrat doctoral. Mais pour certains d'entre nous, la mobilisation avait commencé avec la LRU, l'année dernière; et pour d'autres, cela avait pris forme cet hiver à partir de l'expérience d'autres pays européens, où les luttes contre la réforme universitaire étaient très impressionnantes (en Italie par exemple).

Que réclamez vous ?

Le retrait des trois points sus-cités, et plus largement l'abrogation de la LRU, un plan de réinvestissement financier massif dans le secteur de l'enseignement, de la recherche et de la formation, c'est-à-dire aussi des créations d'emplois (et non pas des coupes sombres comme c'est le cas). Au-delà (mais en réalité tout de suite) la convocation d'états généraux de l'université et de la recherche, où nous - communauté enseignante: étudiants, BIATOS, enseignants-chercheurs, précaires du savoir, petites mains du capitalisme cognitif, stagiaires surqualifiés etc - serions véritablement les acteurs de notre propre réforme. J'ajouterais enfin: nous voulons qu'être étudiant ne signifie plus être un nouveau pauvre; que participer à la production des savoirs et à leur valorisation ne signifie plus en être immédiatement exproprié. Donc: salaire étudiant, lutte contre la précarisation des personnels.

Est ce que tous les enseignants chercheurs de votre fac sont en grève ? Et qu'en est-il des étudiants et des person-

nels non enseignants sont-ils très mobilisés ?

Oui, de manière étonnante, c'est une grosse mobilisation, même si la logique de l'éparpillement des sites universitaires rend la visibilité des actions et de la grève plus compliquée à percevoir. Et, quoiqu'on en dise, c'est assez transversal: étudiants, profs, personnels non-enseignants... C'est ça qui est important.

Pourquoi selon vous, les personnels IATOSS et BIATOSS ne sont pas entrés dans la lutte ?

A Paris 1, ils sont présents. Mais ils sont à la fois souvent plus fragiles légalement (et plus pénalisables en termes de retrait de salaire en cas de grève, plus exposés au chantage à l'emploi ou à la non-reconduction de leurs CDD aussi), plus échaudés (parce que nous avons laissé passer la LRU, que nous n'avons pas su ou voulu les défendre l'année dernière, et qu'ils en ont payé le prix fort), et moins ingénus que nous: ce sont des acteurs essentiels de ce mouvement, qui n'aurait aucun sens sans eux.

Après les déclarations successives de Péresse et de Fillon, quelles perspectives pour le mouvement de grève active ?

Rien n'a bougé, contrairement aux effets d'annonce. Donc : on continue. Il y aurait tout à perdre à s'arrêter maintenant, et on perdrait non seulement tout mais pour long-



La Coordination nationale des Universités, Amphi Richelieu, Sorbonne

temps. Il faut aller de l'avant, durcir les positions sans jamais perdre la force du mouvement, c'est-à-dire éviter les scissions internes. Le gouvernement voudrait jouer contre nous l'épuisement progressif du mouvement et la division entre ses différentes composantes, il ne faut pas leur en laisser la possibilité.

Quel avenir à la CNU, et aux réseaux de professeurs mobilisés si la grève devait s'arrêter momentanément ?

Certains militent depuis longtemps. D'autres ont (re-)découvert le plaisir de la mobilisation, parce que c'est aussi une joie. Il s'agira aussi, je crois, à partir de cette joie-là, de réinventer l'université telle que nous la voulons - d'où l'importance d'états généraux, et la nécessité de continuer à agir et à réfléchir ensemble dans le futur.

Pensez-vous que votre mouvement est la prémisse d'une lutte plus massive encore contre la politique globale du gouvernement ? Et qu'en pensez-vous ?

J'aimerais bien... On verra le 19 mars, mais c'est vrai que nous luttons exactement comme d'autres secteurs du service public (je pense à la santé et aux hôpitaux par exemple). Et qu'au-delà de la division publique/privé, qui n'a peut-être plus tant de sens que cela aujourd'hui, il faut penser à la lutte contre la précarité où qu'elle se trouve, il faut exiger l'accès gratuit aux savoirs et à la formation, il faut l'idée d'une redéfinition de la citoyenneté qui comprendrait la question de la santé, celle de l'éducation, celle du logement, celle de la gratuité de la cul-

ture... Jeunes, étudiants, précaires de tous bords, chercheurs et enseignants, travailleurs du public et du privé, migrants avec ou sans papiers: c'est avec eux qu'ils faut réfléchir à une nouvelle citoyenneté - et l'université y joue un rôle fondamental. La fronde peut donc partir de nous et s'étendre...



Interview de Sophie Jallais, maître de conférence en économie, à l'université Paris 1.

INTERVIEW, Propos recueillis par Benjamin Lormet

Qu'est qui a été le déclencheur du mouvement chez les professeurs et les chercheurs ?

L'année dernière, beaucoup d'enseignants-chercheurs étaient contre la LRU, mais peu sont allés au-delà de la signature de pétitions et du vote de motions dans les conseils centraux. Je crois que peu voyaient les réels dangers de cette loi sur la survie du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche. Cette année, nous en vivons les premières conséquences : diminution des moyens, suppression de postes, précarisation accrue des personnels (notamment avec la révision du décret de 1984 et la réforme de la formation des enseignants du premier et du second degré). C'est me semble-t-il la raison pour laquelle les EC, certes ont continué à signer des pétitions, à voter des motions et à envoyer des lettres au ministère, mais, voyant que cela ne suffirait pas, se sont en outre finalement mis en grève (administrative, d'abord, avec la rétention des notes, qui se poursuit actuellement, par exemple, au CNU, par la rétention des listes de qualifiés, ... puis des cours et de la recherche).

Que réclamez-vous ?

La majorité d'entre nous réclame le retrait 1. du projet de décret sur le statut des EC et 2. de la réforme (dite de « masterisation ») de la formation des enseignants du premier et du second degré. Mais, il va de soi que ces deux mesures renvoient à la précarisation des personnels et aux moyens consacrés par le gouvernement à l'éducation dans son ensemble. Au-delà, c'est donc la qualité du service public d'éducation que nous défendons. D'ailleurs, nous réclamons tous une réelle concertation du gouvernement avec les personnels de la recherche et de l'enseignement supérieur dans le but de faire une réforme qui améliorerait les choses plutôt que de les détruire.

On ne peut démocratiser l'accès au savoir et à l'esprit critique, ou ne peut lutter contre l'échec scolaire en supprimant des postes statutaires... d'enseignants, de chercheurs, de bibliothécaires, de techniciens, etc. Nous ne pouvons donc pas nous contenter qu'on nous rende l'argent sans nous rendre les postes (comme l'a proposé Fillon la semaine dernière)... Surtout que nous manquons dramatiquement de postes! C'est exactement comme le plan « réussite en licence » : on nous dit que le but est de lutter contre l'échec des étudiants en premier cycle et on nous donne quelques millions pour ça. Mais ce n'est pas avec de l'argent que l'on enca-

dre les étudiants, c'est avec des enseignants-chercheurs, des bibliothécaires, etc. ! Si le gouvernement ne veut donner que de l'argent (et encore, il faut voir quel montant!) sans donner de postes, qu'il donne cet argent aux étudiants, qui pourront dès lors passer plus de temps en bibliothèque et moins à travailler au MacDo. Cela sera plus efficace pour lutter contre l'échec !

Est-ce que tous les enseignants chercheurs de votre fac sont en grève ? Et qu'en est-il des étudiants et des personnels non enseignants sont-ils très mobilisés ?

Pour les enseignants-chercheurs, cela dépend des disciplines. Les historiens, les géographes, les politistes sont majoritairement en grève. En revanche, du côté des économistes, la grève est minoritaire... et je ne parle pas des gestionnaires ou des juristes. Les étudiants sont très peu mobilisés.

Après les déclarations successives de Péresse et de Fillon, quelles perspectives pour le mouvement de grève active ?

La grève devrait se poursuivre puisque nous n'avons rien obtenu qui aille dans le bon sens.

Les vacances scolaires se terminant, nous espérons faire le lien avec les enseignants du premier et du second degré (qui ont subi des suppressions de postes bien plus dramatiques que les nôtres, et qui sont évidemment concernés par la réforme dite de la « masterisation »).

Nous commençons également à faire le lien avec les autres pays d'Europe, l'Italie, l'Espagne, la Grèce... qui ont subi des réformes similaires à celles que le gouvernement veut nous imposer, qui en connaissent bien les conséquences et qui espèrent que nous allons tenir.

Pensez-vous que votre mouvement est la prémisse d'une lutte plus massive encore contre la politique globale du gouvernement ?

Les enseignants n'aiment pas faire grève. Mais cette grève ne laisse pas de me surprendre depuis qu'elle a commencé. Vous m'auriez dit, il y a trois mois, que les EC allaient massivement voter une grève illimitée à partir du 2 février, que les juristes de Paris 2-Assas feraient une AG et se mettraient en grève, je vous aurais ri au nez. Il est donc possible que ce mouvement se prolonge dans une lutte plus massive. C'est pour le moins ce que j'espère...

Pour une mobilisation étudiante dans LA GREVE GENERALE

Un article de Jeremy Guiorguieff

Improbables, surprenants...voilà ce que l'on pouvait ce dire à la suite du 29 Janvier, lorsque les Enseignants-chercheurs (EC) apparaissaient comme « ceux qui avait reconduit la grève »; il était probable qu'un secteur reconduirait, mais ces « intellectuels mou » qui n'avaient pas fait grève depuis 40 ans ?

Un mois plus tard, à la veille de la grève générale, on ne sais pas qui partira en premier, ni quand, mais tous sont conscients que nous allons inéluctable vers des confrontations sociales généralisées. A l'heure actuelle le mouvement universitaire est fort et déterminé, renforcé par les reculades de Pecresse, qui donnent aux grévistes la confiance pour continuer après des semaines de grève.

Le mouvement est historique en terme d'unité, avec l'entrée des IUT dans la grève, et de radicalité avec le blocage de la Sorbonne voté pour la première fois (jeudi 5 mars) par les professeurs de Paris IV eux-mêmes, suite au blocage par les enseignants-chercheurs de Bordeaux III. La force de ce mouvement réside aussi dans sa capacité à élargir les revendications : le retrait définitif de la masterisation des concours et de la casse des IUFM est maintenant posé comme un préalable à toute négociation, et l'abrogation de la LRU est revendiquée par l'ensemble de la coordination nationale (même si certains syndicats l'appliquent depuis un an et n'exigent l'abrogation que sous la pression de la base).

La volonté de nombreux étudiants de se mobiliser se retrouve clairement dans les manifestations, dans le soutien apporté par les étudiants à la grève des enseignants-chercheurs. On assiste aussi à l'émergence

d'une forte volonté de participation directe des étudiants à la lutte, sur des revendications propres : reprise de la lutte contre la LRU, élargissement aux questions sociales dont la crise révèle l'urgence.

Du côté des étudiants ce mouvement des EC est une aubaine pour les syndicalistes à qui cela offre une chance de revanche sur l'automne 2007 où le mouvement contre la LRU

luttés passées sur des questions sociales (lutte contre le CPE en 2006 et contre le SMIC jeune en 1994), malgré l'hétérogénéité du milieu étudiant (entre ceux qui travaillent et les autres, entre les filières).

Se lancer dans un mouvement interprofessionnel implique de sacrifier l'autonomie, illusoire, du mouvement étudiant pour agir dans le cadre plus large de la lutte de classe.

Refuser de travailler avec les coordinations de profs grévistes, c'est au final faire le jeu des éléments les plus droitiers dans le mouvement des profs, c'est s'isoler. L'échec des journées de mobilisation lancées par la coordination étudiante, est l'échec de la tentative de lancer un mouvement sectoriel, coupé de la mobilisation sociale qui se développe dans les universités et ailleurs.

Donner comme perspective aux étudiants de participer à la lutte contre ceux qui s'entendent pour faire payer la crise aux travailleurs, c'est donner



13 mai 1968 - Etudiants, enseignants, travailleurs, solidaires

avait été écrasé par la force dans l'indifférence générale. Cela ne doit pas nous faire oublier que ce sont les profs en grève qui sont pour l'instant la locomotive du mouvement, et que nous devons tout faire pour lier notre lutte à la leur, en les soutenant, en favorisant la fraction la plus radicale des profs au sein même de leur mouvement, et en se saisissant des revendications communes : la masterisation concerne avant tout les étudiants, pour lesquels les concours de l'enseignement représentent 10% des débouchés, et permet d'ouvrir la perspective d'une lutte de la maternelle à l'université.

Les étudiants ont une réelle capacité de mobilisation et une force politique impressionnantes, s'ils réussissent à entraîner des secteurs du salariat, comme l'ont prouvé les

perspectives de victoire autrement plus enthousiasmante qu'un recul du gouvernement sur telle ou telle réforme universitaire. Les questions sociales sont particulièrement parlantes pour des milliers d'étudiants qui se posent des questions angoissées sur leur avenir.

Si les masses de « jeune prolétaire » doivent se lever se sera avant tout comme le reste du salariat du pays car: On ne payera pas leur crise! Car on ne veut plus de casses de nos acquis et du chômage à outrance, alors que les profits du cac40 battent des records comme les dividendes dégagés. Nous en avons tous conscience le problème de l'éducation n'est pas son organisation mais le système dans lequel il est organisé: le capitalisme.

LYCÉES :

Non aux suppressions de postes

Un article de Soumaya

L'année dernière de nombreux lycéens et profs sont descendus dans les rue pour exiger la sauvegarde de 11200 postes. Mais le gouvernement ne lâche pas le morceau et annonce la suppression de 13500 l'année prochaine pour un objectif de 35000 suppressions de postes de profs d'ici 2012. Alors que les classe sont déjà plus que surchargées, si cela continue il y aura un professeur pour deux matières. Le manque de professeur se fait ressentir dès la rentrée ce qui laisse les lycéens perplexes et plus motivés que jamais.

Dans des lycées, l'infirmier(e) n'est présent que le mercredi, donc les lycéens ne peuvent se payer le luxe d'être malade que ce jour là ! C'est la goutte d'eau qui a fait débordé le vase ! Les suppressions de poste et la réforme menée par Darcos, sont tout simplement faites pour alléger les caisses de l'État. Ces réformes touchent aussi bien les lycées généraux que les lycées professionnels.

Dans les lycées professionnels, les réformes du bac professionnel fond un cursus scolaire de 3 ans au lieu de 4 ans, plusieurs filières disparaîtront, cela mène donc à la suppression du BEP en 2 ans ce qui permettrait aux jeunes pouvoir faire une formation moins longue mais qui aurait tout autant de valeur !

Dans les lycées généraux, le gouvernement prévoit la mise en place de l'autonomie financière, ce qui montre bien que le but de l'État n'est pas d'améliorer notre éducation mais plutôt de faire des économies. Les lycées qui ont le plus de moyens pourront offrir les meilleures études, mais les lycées à faible revenu devront compter sur les aides financières des entreprises qui auront le contrôle

de nos études, de nos diplômes, et de notre avenir !

De plus ils se permettent de casser le cadre national en mettant en place un bac à la carte : tous les lycéens devront passer un bac individuel dont la valeur sera basée sur les options choisies par l'élève en plus d'un socle commun sommaire mais aussi et toujours en fonction de l'établissement qu'il a fréquenté l'élève.

Ils comptent remplacer le découpage trimestriel par la semestrialisation, ce qui mènera aux réorientations arbitraires pour les lycéens qui ont le plus de difficultés au lieu d'aider ceux qui en ont le plus besoin. L'État préfère aider ceux qui seront les plus rentables !

Le mouvement lycéens a commencé dans les lycées de banlieue en octobre, a été rejoint par les lycées parisiens à partir du 18 décembre 2008, ce qui a mené à la création d'une coordination lycéenne qui regroupe les lycées de France, qui a appelé tous les lycéens à descendre dans les rues le 8 janvier 2009 ce qui fut une grande réussite. Cela a

mené à une autre date qui aussi était appelé par l'UNL le 15 janvier 2009 ce qui a été le début de la fin du mouvement, tous les militants attendaient la manifestation du 29 janvier comme tremplin pour relancer notre mouvement mais les lycéens étaient dispersés dans la manifestation ce qui a fait que le cortège lycéens était très faible.

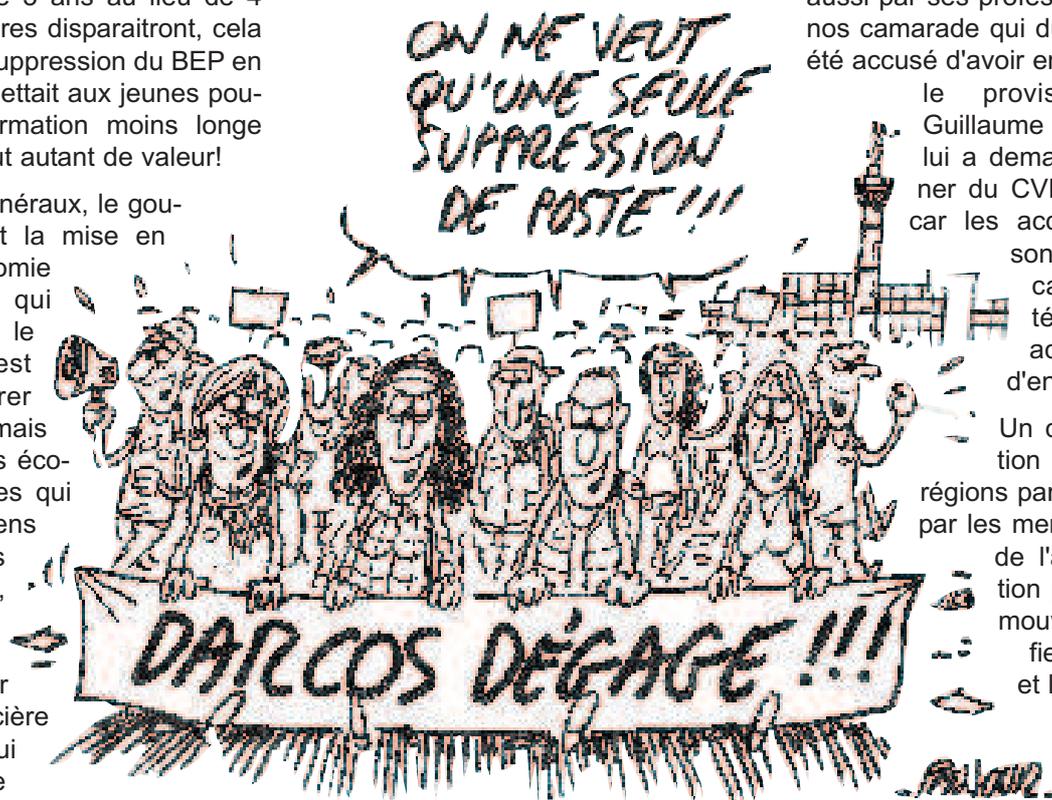
La chute de notre mouvement était due au problème d'écoute entre les lycéens militants et représentants mais surtout à la répression : le 8 décembre, 3 de nos camarades sont arrêtés et injustement détenus 24h au poste de police, les exclusions de lycéens se multiplient, les policiers sont envoyés pour disperser nos assemblées générales, les proviseurs appellent les parents en leur disant « on ne sait pas où est votre enfant est en ce moment » ce qui empêche des lycéens de nous rejoindre ...

Mais le plus dur pour certains lycéens c'est quand on voit que les professeurs ne soutiennent pas fortement. Cela n'empêche pas la création d'un comité de soutien par ses amis, sa famille, mais aussi par ses professeurs, quand l'un de nos camarades du lycée Paul Bert a été accusé d'avoir envoyé un carton sur

le proviseur du lycée Guillaume Tirel. Le proviseur lui a demandé de démissionner du CVL, ce qu'il a refusé car les accusations formulées à son sujet n'étaient que calomnie (étant témoin de cette action je me permet d'en parler).

Un comité de mobilisation des lycéens de la région parisienne a été créé par les membres du secrétariat de l'ancienne coordination pour relancer notre mouvement et nous unifier avec les primaires et les fac.

Le mouvement lycéen n'est pas mort !



Dossier UN SYSTEME EN CRISE

SUPPRESSIONS DE POSTES DE FONCTIONNAIRES

2006 => (pour 600 millions d'€ d'économies)

2007 => 15.000 postes supprimés

2008 => l'objectif a été fixé à 23.000 suppressions d'emplois

2009 => l'objectif est fixé à 30 ou 32.000 (pour 1 petit milliard d'€ d'économies)

Source : http://www.actuchomage.org/modules.php?op=mod_load&name=News&file=article&sid=3845

EXPLOSION du chômage en 2009

Un article d'Adrien Nicolas

Sur l'ensemble de 2008, le chômage a augmenté de plus de 215 000 personnes (10,2 %), soit la plus forte hausse depuis 1993. 90.200 chômeurs de plus se sont inscrits à l'ANPE en janvier.

Mais le pire est à venir : "Ce n'est qu'un début. D'après nos estimations, il devrait y avoir entre 400 000 et 450 000 suppressions d'emplois en France en 2009".¹ Même le secrétaire d'État à l'emploi Laurent Wauquiez le reconnaît : "On va avoir des chiffres comme ça sur plusieurs mois".²

A l'Unedic aussi, les prévisions sont dra-

matiques : " Nous avons une prévision faite il y a quelques semaines sur la base de -1% de croissance et qui amenait un total de plus de 300.000 chômeurs supplémentaires. Je pense qu'elle n'est plus d'actualité...On est un peu comme les lapins dans les phares... »³

Pour des centaines de milliers de travailleurs, la crise du capitalisme va signifier un chômage de masse, tandis que se répand la peur du lendemain.

Alors que se multiplient les grandes vagues de licenciement, les chômage partiel et le chômage technique se dévelop-

A la valse des milliards dilapidés à la bourse, aux milliards généreusement donnés par nos gouvernements aux responsables de la crise, succèdent des dizaines de millions de suppressions d'emplois dans le monde, des centaines de milliers en France. Alors que les grandes entreprises n'ont jamais autant distribuées de dividendes à leurs actionnaires, les mêmes profitent de la crise pour licencier massivement, pour rétablir le profit sur le dos des salariés, en faisant du chantage à l'emploi un moyen de diminuer les salaires, d'allonger le temps de travail. Face à la crise du système qui menace de nous engloutir tous, par le développement du racisme et du militarisme, il est plus que jamais urgent d'en finir avec ce système capitaliste, injuste et irrationnel.

pent massivement : les salariés ont subi 1.270.000 heures de chômage partiel en 2008 ; sur les 6 premières semaines de 2009, on a déjà atteint 857.000 heures, soit 67% du chiffre de 2008.⁴ Dans des centaines d'usines, les salariés, payés 60% de leur salaire normal, attendent avec anxiété de savoir si ils seront licenciés, si leur usine va fermer.

Précarité accrue

Ce sont évidemment d'abord les salariés en intérim, les plus précaires, qui trinquent : plongeon continu depuis mars 2008 du nombre des missions, et, en janvier, la



baisse s'est accentuée à 32,2%⁵.

Le développement des contrats précaires touche l'ensemble des salariés : 2 150 000 salariés sont en CDD, et les contrats précaires concernent 23% des salariés⁶.

Même le CDI protège moins du chômage : la Loi de modernisation du marché du travail du 26 juin 2008 a introduit la rupture conventionnelle du contrat de travail, massivement utilisée ces derniers mois, tandis que la période d'essai était doublée (jusqu'à 4 mois pour les ouvriers et employés, 6 mois pour les techniciens, 8 mois pour les cadres). Privés de protection légale face aux licenciements, de nombreux travailleurs n'auront pas d'autres choix que de se battre pour ne pas perdre leur emploi.

À cette insécurité d'emploi, s'ajoute avec l'offre raisonnable d'emploi un mécanisme de laminage des salaires. Au bout d'un an, les chômeurs devront accepter tout emploi rémunéré « à hauteur du revenu de remplacement », s'ils en perçoivent un. Après six mois de chômage, le demandeur d'emploi ne pourra pas refuser une offre d'emploi entraînant un temps de trajet inférieur à une heure ou située à moins de 30 km de son domicile.

Cercle vicieux

Patrons et gouvernements à leur solde sont tombés d'accord sur le moyen de ne pas payer la crise : restaurer le profit afin

de « rendre la confiance dans le marché ». Cela passe par les « plans de sauvetages » qui distribuent des milliards aux patrons, mais aussi par des licenciements massifs afin de continuer à verser des dividendes aux actionnaires.

Cette politique, indigne, est aussi suicidaire : les millions de salariés licenciés, tous ceux qui voient leurs salaires réduits, consommeront moins, aggravant encore la crise, née justement de l'endettement des ménages américains, dont les salaires avaient subi des décennies de rigueur.

Le capitalisme est le premier système économique dont les crises sont issues justement de la surproduction, de l'incapacité pour la grande masse des travailleurs de se payer les produits de leur travail. C'est le premier système à générer « trop » de richesses. Un autre monde est nécessaire, fondé sur le partage du temps de travail pour subvenir aux besoins humains, et pas pour le profit. Un système sans crise de surproduction, dans lequel chacun recevrait selon ses besoins.

PLANS SOCIAUX BÉNÉFICES

PEUGEOT-CITROËN

6500 LICENCIEMENTS EN 2008
(11000 EN EUROPE),
557 MILLIONS DE BÉNÉFICES EN 2008

RENAULT

6000 LICENCIEMENTS,
599 MILLIONS DE BÉNÉFICES EN 2008

AIR FRANCE-KLM

1000 À 2000 "DÉPARTS VOLONTAIRES"
234 MILLIONS DE BÉNÉFICES EN 2008

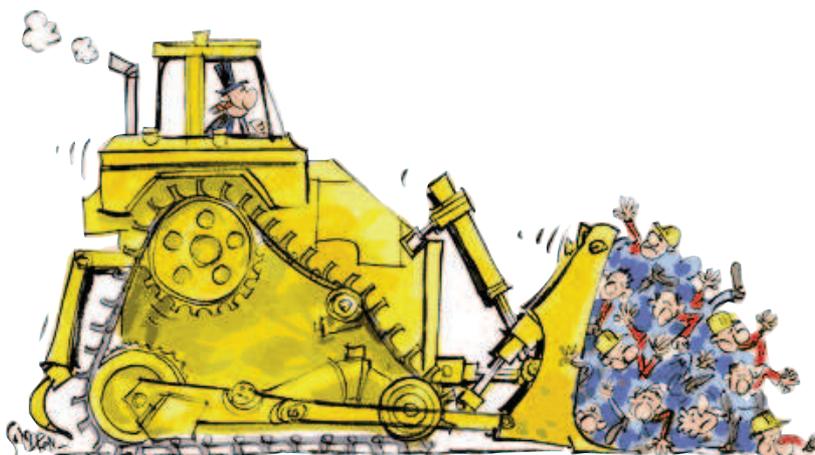
ARCELOR-MITTAL

1400 LICENCIEMENTS,
6,4 MILLIARDS DE BÉNÉFICES EN 2008

SONY

PLAN D'ÉCONOMIE DE
833 MILLIONS D'EUROS:
SOIT 5% DESSALARIÉS EN ÉLECTRONIQUE
ENTOUT 8000 EMPLOIS SONT SUPPRIMÉS

CATERPILLAR LICENCIE 20.000 PERSONNES ...



1. Jean-Christophe Caffet, Natixis.

2. France 3, le 26 février

3. Geoffroy Roux de Bézieux, président de l'Unedec, sur France Info, le 1er mars

4. <http://dominiquiegambier.typepad.fr/journal/2009/02/le-terrible-envol-des-chiffres-du-ch%C3%B4mage-partiel.html>

5. Prisme, chambre patronale de l'interim

6. INSEE

Crise : les patrons du Titanic y croient encore

Articles de Catherine Curran

La chute des bourses mondiales début mars en est la preuve ; les interventions gouvernementales pour relancer les banques et les secteurs clés tels que l'automobile ne parviennent pas à endiguer la crise et ne font qu'accroître la panique de la classe dirigeante.

La chute boursière du lundi 3 mars a été provoquée par deux événements : la décision du gouvernement américain de donner £30 milliards supplémentaires pour sauver le géant de l'assurance AIG. Car AIG avait déjà reçu \$150 milliards – le plus gros sauvetage effectué jusqu'alors dans la présente crise.

« Six mois après le sauvetage d'AIG, Washington n'a toujours pas trouvé le moyen d'arrêter la machine infernale ¹ ».

La décision du gouvernement Obama d'en rajouter était un aveu de l'échec de la politique gouvernementale.

La banque sino-britannique HSBC a annoncé une levée de fonds de 12,85 milliards. Les difficultés de cette banque, que l'on croyait jusqu'alors indemne des effets de la crise, a secoué le monde bancaire, précipitant la chute boursière. Le Dow Jones a perdu 4,2%, tombant à son niveau le plus bas depuis avril 1997. Paris, Londres, ont suivi.

La chute boursière souligne le dilemme auquel nos dirigeants se confrontent. Ils peuvent continuer à donner de l'argent aux banques pour qu'ils prêtent de l'argent et aux entreprises pour qu'ils investissent. Mais chaque sauvetage ne fait que souligner la profondeur de la crise – augmentant la panique et la perte de

confiance chez les investisseurs.

L'ampleur de la crise est tel que le gouvernement américain se voit contraint de poser la question de la nationalisation des banques – déjà préconisé par des critiques du système tels que Nouriel Roubini, économiste de la New York University, par Paul Krugman, prix Nobel d'économie, mais aussi l'ex-président de la Fed, Alain Greenspan, l'apôtre des marchés, qui envisage « une nationalisation temporaire de certaines banques pour faciliter leur restructuration ».

patrons indemne. Car il y a nationalisation et nationalisation. Pour Ben Bernanke, le président de la Réserve fédérale, « Nationaliser, c'est lorsqu'un gouvernement s'empare d'une banque, en expulse les actionnaires et se met à la gérer. Ce n'est pas ce que nous planifions »². Évidemment. Ce qu'ils « planifient », c'est de récupérer l'argent donné aux banques en réduisant les dépenses publiques.

Alors qu'il donne aux banques, Obama promet de réduire le déficit américain de moitié en 4 ans.

Comment ? En réduisant les dépenses publiques. Comme la santé, pourtant un des secteurs clés que Obama devait reformer dans l'intérêt public. Mais son directeur de budget Peter Orszag a affirmé que la réduction des dépenses de santé était vitale pour redresser l'économie.³

On voit la même logique à l'œuvre en Europe. En Allemagne, Opel, filiale de General Motors demande 3.3 milliards d'euros du gouvernement, en promettant de se redresser à l'aide de cet argent et de restructurations.

FRANCE

En France, le gouvernement vient finalement de reconnaître que l'économie est en récession, ce dont on se doutait

après l'annonce de 90 000 chômeurs supplémentaires au mois de janvier. La réponse de Matignon, c'est : « la nécessité absolue de réduire la dépense publique, et donc de respecter la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite dans les ministères non



Ici on voit clairement les intentions de la droite : comme dans le secteur de l'automobile, l'état va garder les entreprises hors de l'eau et cautionner à la fois des « restructurations » massives telles qu'on a connu depuis les années 80, qui fera payer la classe ouvrière tout en laissant les

prioritaires ». Le gouvernement se dit plus déterminé que jamais à tenir le cap, à imposer ses réformes, bref, en restant sourd aux revendications des salariés.

Mais les grèves récentes ont mis à mal cette stratégie : « Le geste consenti dans l'enseignement supérieur pour tenter de calmer la grogne des enseignants-chercheurs – les postes seront maintenus en 2010 et 2011 – va être exploité par les syndicats de fonctionnaires. »⁴

Et pourtant les derniers sondages montrent un soutien sans faille pour la fonction publique, vu comme élément de stabilité dans un monde en crise : 92,5% des français sont favorables à l'augmentation de fonctionnaires dans la santé, 72,4% pour la recherche, 68,2% pour l'éducation⁵.

Travailler plus pour se faire virer

Les conséquences de la politique sarkozyste sont très claires pour les ouvriers de l'usine de pneumatiques Continental, dans l'Oise, qui se voient menacés de licenciement. 3 000 emplois directs et indirects sont menacés. « L'entreprise, en effet, est une des premières à avoir inauguré le « travailler plus pour gagner plus », en adoptant, dès septembre 2007, le retour aux 40 heures. Un accord qui aurait permis d'économiser 2 millions d'euros de masse salariale, de débloquer des investissements de la part de la direction allemande, et de générer 93 euros de plus par mois pour les salariés »⁶

Et la raison de la fermeture : c'est encore à Continental que le pneu coûte le plus cher à produire. Plus cher qu'à Sarreguemines en Moselle, plus cher qu'en Allemagne, qu'en république tchèque ou en Roumanie⁷...

Sarkozy, Merkel et compagnie veulent que ce soit les salariés qui paient la crise. On le voit clairement dans la complaisance de Bercy vis-à-vis du chômage, mais aussi l'inflation. Le fameux pouvoir d'achat sera soutenu par un taux d'inflation très basse, selon le gouvernement,



qui le chiffre autour de 0,4% pour l'année à venir. Mais ce chiffre global cache des augmentations ahurissantes pour ce qui concerne les éléments de base de la consommation des foyers les plus modestes. Selon le site internet France Inflation, certaines familles de produits ont assez fortement augmenté, notamment les produits alimentaires (+5,1%), l'énergie pour le chauffage domestique (+9,6%), les carburants (+12,1%), Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (+4,7%), transport (+5,3%).

Entre la crainte du chômage qui est censé permettre de baisser les salaires, et la hausse réelle des prix, la classe dirigeante entend rester à l'abri de la crise tout en faisant payer les travailleurs.

Nous revendiquons la nationalisation sans compensation de toutes les entreprises en faillite qui licencient des salariés. Pour imposer cette demande, il nous faut une organisation vaste et déterminée de la classe ouvrière, pour créer le front le plus large possible contre les patrons, le MEDEF et Sarkozy. Pour construire ce front, l'activité des militants révolutionnaires est plus que jamais nécessaire.

1. Sévère rechute des grandes places boursières mondiales. Les Echos, 3.03.09

2. La nationalisation des banques américaines semble inéluctable dans les six mois. Le Monde 26.02.09

3. Obama s'engage à réduire le déficit américain de moitié en 4 ans. Reuters, 23.02.09

4. Récession, chômage : le gouvernement prévoit que la crise sera longue. Le Monde, 3.03.09.

5. 20 Minutes, lundi 2 mars 2009.

6. Libération, 3.03.09.

7. Continental dans la tourmente. Le Parisien, 3.03.09.

Chômage : le racisme n'est pas la solution !

Article de John Mullen

Trois cent mille chômeurs de plus en France en 2009. De quoi donner envie de lutter tous ensemble contre la dictature du profit. Mais dans cette crise se profilent d'autres dangers. Plus l'économie va mal, plus les partis institutionnels seront tentés de mettre en avant un programme xénophobe. Les fascistes sont impatients d'en profiter.

En Autriche, dans la région de Carinthie, l'extrême droite a atteint les 45% des voix aux élections régionales de février 2009. En Italie en 2008 des incendies racistes ont été organisés contre le Roms. En Allemagne, 8 000 fascistes ont manifesté à Dresde il y a quelques semaines.

En Angleterre, lors de grèves contre l'embauche de travailleurs étrangers payés moins chers et hébergés séparément on entendait les slogans « des emplois britanniques pour des travailleurs britanniques » et « étrangers dehors ». La plupart des directions syndicales rejetant la perspective d'un mouvement général contre les bas salaires et les licenciements, elles ont parfois cédé à la tentation d'endosser des arguments xénophobes, et quelques banderoles syndicales ont repris des mots d'ordre pour le moins ambigus. Le parti fasciste, le BNP, a tenté de profiter de ces grèves. Si dans plusieurs endroits il a été viré des piquets de grève par les grévistes eux-mêmes, il n'empêche que de tels slogans ne peuvent que les aider à se construire.

La France ne saura pas être une exception. Déjà, Le Pen dénonce le fait que les « ouvriers français » soient « sacrifiés sur l'autel d'une idéologie mondialiste destructrice ». Le Front national compte bien profiter de la crise, du chômage, de la misère. L'islamophobie pourrait être la question qui leur permet d'avancer, la gauche n'ayant pas une position claire sur ce point. La profanation d'un demi-millier de tombes de musulmans de la nécropole militaire de Notre-Dame de Lorette et l'incendie d'une mosquée à Saint-Priest (Rhône) en décembre 2008 n'ont provoqué aucune réaction significative de la part de l'ensemble des organisations de gauche.

Dans les années 1930, les fascistes proposaient à la classe dirigeante une arme pour briser le mouvement ouvrier. En cas d'approfondissement rapide de la crise économique et d'une augmentation de la misère, ils pourraient à nouveau jouer ce rôle, s'ils arrivent à se construire et se préparer maintenant. Nous devons tout mettre en œuvre pour les empêcher.

GREVE GENERALE ET REVOLUTION

Articles de Benjamin Lormet

« Ou bien le prolétariat dans son ensemble ne possède pas encore d'organisation ni de fonds considérables - et alors il ne peut réaliser la grève générale - ou bien il est déjà assez puissamment organisé - et alors il n'a pas besoin de la grève générale. »

Karl Marx

« Entreprendre une propagande en règle pour la grève de masse comme forme de l'action prolétarienne, vouloir colporter cette « idée » pour y gagner peu à peu la classe ouvrière serait une occupation aussi oiseuse, aussi vaine et insipide que d'entreprendre une campagne de propagande pour l'idée de la révolution ou du combat sur les barricades. Si la masse des prolétaires allemands - malgré la résistance obstinée de ses dirigeants syndicaux - manifeste un intérêt aussi ardent à ce problème nouveau, cela témoigne de son sûr instinct révolutionnaire et de sa vive intelligence. »

*Rosa Luxemburg,
Grève de Masse,
parti et syndicat, 1906*

Une perspective attendue

Pour bon nombre de militants et de travailleurs, une grève générale serait le moyen d'en finir avec Sarkozy et avec cette société injuste. A gauche, tout le monde s'attend d'ailleurs à un tel mouvement dans les semaines à venir. Nicolas Sarkozy a beau multiplier les déclarations, le mécontentement est là et s'incruste. Les directions syndicales en profitent pour appeler à des mobilisations massives afin d'obtenir l'ouverture de négociations.

Les journées de mobilisation interprofessionnelle appelées par les syndicats sont des réussites : plus de 2 millions de manifestants le 29 janvier. En Guadeloupe et en Martinique les salariés grévistes ont arraché 200 euros. Nicolas Sarkozy « le briseur de grève » et Laurence Parisot doivent faire face à une offensive massive des salariés très encadrée par les directions syndicales.

La Guadeloupe a ouvert le chemin d'une grève générale reconductible dans le privé

et le public. Bien des personnes à gauche souhaitent qu'un tel événement déferle en hexagone. Plus de 6 Français sur 10 pensent que la colère sociale aux Antilles pourrait s'étendre à l'hexagone¹. Toute la gauche politique et syndicale appelle à une « grève générale » en France, « sans précédent » à l'occasion du 19 mars. Ces appels n'ont pas le même sens quand ils sortent de la bouche des dirigeants syndicaux ou de l'extrême gauche.

Grève générale limitée, où développement de l'auto-organisation ?

Deux conceptions syndicales s'affrontent aujourd'hui autour de l'idée d'une grève générale interprofessionnelle reconductible. Celle d'une grève totale devant permettre l'ouverture de négociations avec le gouvernement, une grève appelée et tenue par les directions syndicales, et celle au cours de laquelle les travailleurs apprennent la démocratie et la solidarité ouvrière, dirigeants eux-même leur barque dans les assemblées générales unitaires et les coordinations régionales et nationales réunissant des délégués élus et révocables.

Comme en novembre-décembre 1995, mai-juin 2003 ou pendant le mouvement anti-CPE, les dirigeants syndicaux sentent qu'ils n'ont pas d'autres choix que de montrer aux gouvernements qu'ils comptent comme "partenaires sociaux", et permettent que la colère des travailleurs s'exprime dans une certaine mesure, tout en s'assurant de garder le contrôle sur leur rythme, leur degré de radicalisation politique et leur durée.

Mais un mouvement spontané de grève peut éclater, dans un mouvement de va-et-vient entre revendications économiques et politiques, échappant à toute tentative de contrôle par les bureaucrates sociaux-démocrates. Ce qui commence comme un mouvement sectoriel peut s'étendre jusqu'à s'opposer à l'État, poussant les sections de la classe ouvrière les plus découragées et les plus inorganisées à formuler leurs propres revendications économiques et politiques.

Inspirée par la révolution russe de 1905, Rosa Luxemburg écrivait : « la grève générale ouvre soudain à la révolution de vastes perspectives nouvelles au moment où celle-ci semblait engagée dans une impasse. »

« En un mot la grève de masse, comme la révolution russe nous en offre le modèle, n'est pas un moyen ingénieux inventé pour renforcer l'effet de la lutte prolétarienne, mais elle est le mouvement même de la masse prolétarienne, la force de manifestation de la lutte prolétarienne au cours de la révolution. »

Déborder les directions syndicales

Les bureaucrates syndicaux peuvent initier des actions par en haut, avec l'intention claire de les garder sous leur contrôle et d'y mettre fin selon leur propres conditions. Mais cela ne veut pas dire qu'ils soient toujours capables d'imposer leur volonté à la masse des travailleurs qui a répondu à leur appel. Lorsque les travailleurs se mettent à agir ils commencent à découvrir leur propre capacité de lutte et de contrôle sur les événements, et il y a toujours au moins l'embryon d'un défi à la bureaucratie syndicale dans cette expérience. En fait, c'est l'une des raisons profondes qui expliquent que les dirigeants syndicaux appellent à l'arrêt des luttes au moment même où les patrons commencent à avoir peur du pouvoir que représente le mouvement ouvrier.

Il y a eu des cas de grèves bureaucratiques échappant partiellement au contrôle de la bureaucratie syndicale ces dernières années. L'émergence de coordinations nationales lors de l'hiver 1995, ou du « réseau des bahuts » en mai-juin 2003 furent les instruments de la lutte pour les grévistes bien plus que leurs propres syndicats. Si dans ces deux cas les directions syndicales réussirent à mettre fin à la grève, elles passèrent dans les secteurs les plus mobilisés comme les agents du renoncement et de la trahison. Cette démonstration faite, la trahison entraîna une déception amère des militants envers la sociale démocratie ou voir même envers toutes formes d'organisations syndicales ou politique.

Le schéma le plus souvent décrit comme le déclencheur de la grève générale serait que les travailleurs en grèves pour des revendications partielles (économiques) se mettent à converger avec d'autres secteurs en luttes par solidarité et que de cette union naîtrait une grève encore plus grande, capable de paralyser le pays parce qu'elle révélerait des aspirations plus profondes des travailleurs (l'exploitation, la vie chère, ou un désaveux du pouvoir politique). Les révolutionnaires se retrouvent avec ce schéma en tête à effectuer un travail d'agitation sectoriel frénétique, délaissant le travail de propagande générale contre le capitalisme pour gagner les travailleurs à des mots d'ordres réformistes.

Si ce schéma décrit très bien la lutte contre le CPE, il ne décrit nullement des événements majeurs comme Mai 1968, Décembre 1995, ou Mai-Juin 1936. Bien des grèves générales ont éclaté à partir d'un désaveux d'ensemble politique pour aboutir ensuite sur des négociations sectorielles, branches par branches, pour des revendications économiques.

Défendre la perspective révolutionnaire

Désaveux de la « gouvernance » de Sarkozy, crise économique sans précédent, crise idéologique : nous allons vers des confrontations explosives pour des raisons globales. Même Bayrou, décrit déclare : « nous sommes entrés dans un cycle où la crise financière entraîne crise économique, crise sociale et crise politique. » L'affluence record des manifestations appelées par les directions syndicales reflète ce malaise global que les dirigeants syndicaux veulent diriger.

Il s'agit de renforcer l'intervention politique et idéologique des révolutionnaires pour



Usine Renault à Boulogne Billancourt occupée par les grévistes en juin 1936

anticiper les manœuvres bureaucratiques visant à négocier secteur par secteur afin dégonfler la crise politique, plutôt qu'à la faire éclater en faisant tomber le régime. La crise sociale et politique passées, Sarkozy et la crise économique reviendront sur les acquis obtenus.

« La grève de masse est inséparable de la révolution. L'histoire de la grève de masse en Russie se confond avec l'histoire de la révolution. Sans doute, quand les champions de l'opportunisme en

Allemagne entendent parler de révolution, ils pensent tout de suite au sang versé, aux batailles de rue, à la poudre et au plomb, et ils en déduisent en toute logique que la grève de masse conduit inévitablement à la révolution - ils en concluent qu'il faut s'en abstenir. »

« Ainsi c'est la révolution qui crée seule les conditions sociales permettant un passage immédiat de la lutte économique à la lutte politique et de la lutte politique à la lutte économique, ce qui se traduit par la grève de masse. Ce n'est pas la grève de masse qui produit la révolution, mais la révolution qui produit la grève de masse. »

Les luttes à venir vont faire surgir les travailleurs sur le devant de la scène, les travailleurs n'auront aucun besoin de professionnel du syndicalisme pour autre chose que pour négocier. Le rôle des anticapitalistes est d'entretenir largement des débats sur le rôle spécifique des travailleurs, seuls capables de détruire le capitalisme et d'établir une société égalitaire. Les marxistes ne déterminent pas leur actions de leurs seules expériences individuelles mais de celle de l'Histoire de tout le mouvement ouvrier. Nous aurons besoin de cette expérience dans les luttes à venir, c'est pour cela que nous construisons Marxistes Unitaires.



Plus récent : La Grève des sans-papier, Printemps 2008

VENEZUELA

c'est aux travailleurs de prendre les choses en main

Un article de Juan Sebastian Carbonell

Le 12 Février 2009, Hugo Chavez du Parti Socialiste Unifié du Venezuela (PSUV) a gagné le référendum constitutionnel qui permet la réélection indéfinie de nombreux postes public, dont celui du président, avec presque 55% des voix. L'abstention s'est situé autour des 30%, un taux très faible par rapport aux autres votes concernant le futur politique du pays comme les élections régionales du 23 Novembre 2008 ou le premier référendum constitutionnel du 2 Décembre 2007.

Le contexte de la victoire du chavisme

A chaque fois que le peuple vénézuélien se rends aux urnes, c'est pour plébisciter le président Chavez, la « révolution bolivarienne » et le « socialisme du XXIème siècle ». Pour le chavisme, cette victoire est un triomphe crucial car elle permet de maintenir Chavez comme la figure centrale du projet politique dans un contexte de crise, de renforcement de la bourgeoisie pro-impérialiste et de mécontentement de certains secteurs des travailleurs avec l'absence de politiques radicales de la part du gouvernement. La victoire du référendum permet au gouvernement de contrôler le mécontentement populaire dans les secteurs les plus dynamiques des travailleurs.

La victoire du référendum vient après deux défaites du gouvernement. Le 23 Novembre, les classes moyennes et quelques secteurs traditionnellement liés au chavisme ont voté pour la droite ou se sont abstenu de voter, comme les *barriadas* (bidonvilles) où l'abstentionnisme a été de 43%. On constate pourtant qu'il ne s'agit pas d'un retour de la bourgeoisie, mais de la désertion et des concessions du PSUV. La « libération nationale » et la construction du « socialisme » n'est pas crédible sans un changement radical de la

société.

Après presque dix ans au pouvoir le chavisme ne réussit pas à éveiller de nouveaux espoirs parmi les masses populaires, ce qui explique l'auto-défaite du gouvernement au moment du premier référendum constitutionnel. Ces défaites ne sont pas celles des travailleurs mais celles du chavisme.



Fresque murale vénézuélienne

Les forces du référendum

Derrière le « Non » se trouvait la bourgeoisie pro-impérialiste : « démocratie » et « liberté », qu'elle a supprimées pendant les années de dictatures néolibérales, étaient ses mots d'ordre. Peu importe pour elle ce que Chavez n'a pas accompli en dix ans en matière de logement, de travail et de redistribution de terres. Elle n'a rien à offrir aux travailleurs sauf de vieilles recettes.

A cause du bonapartisme de la révolution bolivarienne, la pire catastrophe pour celle-ci serait la sortie de Chavez du pouvoir par manque d'un successeur. L'enjeu est déplacé à la réélection de Chavez en 2012 qui pourrait signifier un retour en arrière, l'instauration d'un gouvernement pro-impérialiste qui appliquerait toutes les mesures néolibérales dictées par Washington, comme le gouverne-

ment d'Alvaro Uribe en Colombie, et qui aurait pour tâche d'éliminer les peu acquis des dix ans du PSUV au pouvoir.

Quelques secteurs ont choisis l'abstention ou le vote nul face à cette réforme. Le gouvernement qui perd peu à peu sa base : le problème de la terre au Venezuela est loin d'être résolu, les besoins les plus basiques du peuple n'ont pas encore été satisfaits, les

demandes de nationalisation de la part des ouvriers sont très peu souvent entendues et finalement, après une décennie de gouvernement dit « socialiste », les riches sont encore riches et les pauvres sont encore pauvres.

Selon Chavez lui-même, son projet politique est un « socialisme avec entrepreneurs », c'est à dire un développement des forces productives nationales grâce à une alliance avec la bourgeoisie nationale et un rejet de l'impérialisme, d'où la raison pour laquelle il n'a pas touché la structure du capitalisme au Venezuela.

Le PSUV trouve ses limites dans la crise mondiale du capitalisme et ses

futures conséquences au niveau national, dans une période de recrudescence de la lutte de classes et de conflits de plus en plus radicaux, où le gouvernement de la « révolution bolivarienne » se voit obligé d'appliquer des mesures impopulaires chez les travailleurs.

Le projet politique du « socialisme du XXIème siècle » est inséparable d'un pouvoir exécutif fort, tant au Venezuela comme dans les autres pays qui s'en réclament. Le profil de cet individu doit être celui du garant du « changement », du médiateur en cas de conflit : Hugo Chavez, Evo Morales ou Rafael Correa entre autres, mais surtout dans le monde, comme Obama aux EEUU. Ce personnage ce personnage est connu en Amérique Latine comme *el gatopardo* (le guépard), pour qui : « Il faut que tout change, pour que tout reste comme avant ».

Le Nouveau Parti anticapitaliste une perspective enthousiasmante

Article de John Mullen

La montée des luttes souligne le besoin en France d'un parti de masse qui se soucie avant tout d'encourager et de coordonner les combats plutôt que de participer à la gestion de la société capitaliste. La crise économique aiguë a démultiplié le public pour la gauche anticapitaliste.

Le Nouveau Parti Anticapitaliste n'est pas un parti de masse, mais il s'approche déjà des 12 000 adhérents, un mois après son congrès fondateur. Sa création est le plus grand événement à la gauche radicale depuis de très longues années. Le congrès fondateur passé, le parti peut se concentrer sur l'action. Déjà dans le mouvement de solidarité avec les Antilles, et dans le mouvement universitaire ses tracts et prises de position ont une grande influence. Ses principes fondateurs insistent que le capitalisme doit être renversé, sans demander aux adhérents de s'identifier à un courant particulier du marxisme. Notre courant politique défend l'idée de la nécessité d'un tel parti depuis plusieurs années. Tous les anticapitalistes devraient le rejoindre au plus vite.

Le journal du NPA va sortir d'ici quelques semaines. Nous avons besoin d'un journal beaucoup plus populaire et beaucoup plus activement vendu que n'était le journal de la LCR. Des campagnes de recrutement, des réunions publiques régulières doivent être organisés dans chaque ville, réunions qui traitent d'une large gamme de questions politiques (et pas seulement des luttes en cours). On pourra organiser des débats publics fraternels avec d'autres organisations (le Parti de Gauche, le PCF, la Fédération, les Verts...) et un soutien pratique à toutes les grèves et à tous les mouvements sociaux (pour le logement, les sans-papiers, contre le racisme ...).

En interne le débat continuera entre les différentes conceptions de l'anticapitalisme qui co-existent. Le NPA contient des anarchistes, des rouges-verts, des syndicalistes révolutionnaires, des marxistes de différents courants Ce qui est une excellente chose,

mais la clarification théorique est indispensable; sinon nous ne saurons jamais construire un parti qui puisse aider les travailleurs à renverser l'Etat capitaliste.

Dans l'immédiat, la question est posée des élections européennes de juin 2009. La question de quelles alliances et pour quoi faire reste très controversée au sein du NPA. La direction a signé des déclarations communes excellentes avec d'autres organisations concernant le 29 janvier, et concernant la grève aux Antilles, mais le réflexe identitaire d'auto-affirmation reste extrêmement présent. Ainsi, le congrès a voté massivement un texte qui visait à rendre quasi impossible une alliance électorale aux Européennes.

Le NPA aurait dû se lancer dans la bataille pour l'unité des anticapitalistes lors de ces élections, sans poser des conditions inutiles. Il nous est objecté que le PCF risquerait de reprendre ses vieilles habitudes d'alliances électoralistes avec le PS au lendemain d'une campagne unitaire aux Européennes. Eh bien, qu'il le fasse et qu'il se discrédite aux yeux des militants qui

auraient fait une campagne unitaire enthousiasmante ! La campagne ne pourra pas se faire sur

des bases assez révolutionnaires ? Que les révolutionnaires y participent sur des bases communes en faisant entendre leur propre voix !

Une campagne unitaire mobiliserait bien au-delà des seules forces du PCF, du PG, de la Fédération et du NPA, et que les militants du NPA de par leur sérieux et leur savoir-militer y trouveraient un terrain extraordinaire pour populariser leurs idées et recruter de nouveaux membres. Elle aurait une dynamique sans commune mesure avec une campagne isolée, de plus est qui serait nécessairement menée autant contre les concurrents à gauche que contre la droite.

Les réflexes identitaires, et la sous-estimation de l'importance de l'affrontement des idées, sont les dangers principaux pour le NPA. Mais son potentiel est extraordinaire. Nous devons le construire tout en défendant en même temps nos propres conceptions de la lutte pour le socialisme.

Notre courant a ses analyses propres (sur les pays dits communistes, sur l'analyse des directions syndicales, sur l'héritage du léninisme), et il faudrait les structures et les endroits pour les exprimer. Ce qui ne nous empêchera pas de nous lancer dans la construction d'un grand parti anticapitaliste. C'est parti !





OTAN GAME OVER

NON À LA GUERRE, TOUS À STRASBOURG

Article d'Hugo Martin

Du 1er au 5 avril se tiendra à Strasbourg le sommet de l'OTAN à l'occasion du 60ème anniversaire de cette organisation. L'OTAN (l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) a été créée le 4 avril 1949 dans le cadre de la Guerre Froide. C'est une organisation politico-militaire qui avait pour but de défendre le bloc de l'Ouest contre le bloc soviétique.

Cependant elle continue à exister et a pour unique objectif la défense des intérêts géostratégiques

Contre-Sommet de l'Otan, à Strasbourg, du 1er au 5 avril 2009

Un collectif national appelle à manifester à Strasbourg, du 1er au 5 avril 2009, lors de la tenue du Sommet, contre la réintégration de la France au sein du commandement de l'Otan et l'envoi de renforts en Afghanistan.

Des collectifs unitaires ont déjà été créés sur les facs.

Tolbiac : Adrien 06.64.28.04.25,

Sorbonne : Sebastian 06.21.34.68.52,

Paris VII : Otman 06.71.97.01.37.

Des cars sont affrétés par le collectif unitaire : départ le samedi 4 avril dans la matinée, retour le soir après la manifestation européenne.

Pour les étudiants, les chômeurs : 40 Euros. Pour les salariés : 50 Euros. Vous pouvez aussi contribuer à la mobilisation en finançant les cars unitaires.

Et pour plus d'infos sur la mobilisation, **Le site officiel du Contre-Sommet** : <http://www.non-otan-strasbourg.eu>

des puissances occidentales. Elle ne change donc pas d'objectifs car elle défend toujours les mêmes intérêts.

Elle a pour but de conquérir de nouvelles zones d'influence et de conserver sa mainmise sur d'autres régions. On peut notamment évoquer le cas de l'intervention au Kosovo en 1999 qui avait pour but de permettre pour les occidentaux de prendre le contrôle de la région des Balkans. L'intervention en Afghanistan en 2001 en est un autre exemple. Cette opération sous prétexte d'une volonté de « démocratisation » du pays en chassant les Talibans a eu pour conséquence une oppression des populations, surtout des femmes, et plus de 10 000 victimes civiles par an due aux frappes soit disant chirurgicales. Quant à la « démocratie » afghane, elle est au service de clans proche du pouvoir américain. Cette opération avait pour objectif originel le contrôle des hydrocarbures et de leur acheminement, vu que l'Afghanistan se trouve au carrefour des zones riches en hydrocarbures et des lieux d'exportations.

Le dernier événement en date s'est déroulé à l'été 2008 dans le Caucase. Lors du conflit entre la Russie et la Géorgie (inscrite dans le processus d'intégration de l'OTAN), les États-Unis, par le biais de l'OTAN, ont fourni un appui logistique et y avaient dépêché des instructeurs en matière balistique. Ce soutien clair s'explique aisément par l'extrême richesse en hydrocarbure. A la fois zone très importante d'extraction, de production et de transit pour les hydrocarbures les sous-sols du Caucase, région traditionnellement sous influence russe et iranienne, ne laisse pas indifférent

L'OTAN est le

bras armé de l'impérialisme occidental. Pour s'armer plus de pouvoir en agrandissant leur zone d'influence, les agents du capitalisme ont massivement recours à la guerre, sans aucune retenue. Cela signifie que tous les peuples du monde sont potentiellement sur la liste de ces affamées de pouvoir, d'argent. Face à ces attaques globales nous devons avoir une réponse à la hauteur de leur violence. Comme l'ont montré les manifestations de soutien à la résistance Palestinienne en janvier dernier, ou encore au peuple irakien avant l'invasion américaine en 2003, face à la guerre mondialisée, la résistance doit l'être aussi.

A l'occasion de ce sommet qui rassemblera les plus grands chefs d'Etats (Obama, Merkel, Brown, Sarkozy, ...) un dispositif militaire est prévu pour la ville de Strasbourg pour la première semaine d'avril. Une red zone (comme à Gènes en 2001), est prévue. Le centre ville sera fortifié, école et collège seront fermés pour la semaine, 12 000 policiers allemands seront présents, et l'espace Schengen sera fermé. Que cela soit pour un sommet ou une intervention dite de « paix », l'OTAN ne sème que le chaos. En réponse à cela, 500 organisations de toute la planète appellent à un contre-sommet afin de mettre un frein à l'OTAN et à la guerre. Une semaine de débat, avec camps autogérés est prévu dans les régions de Strasbourg, Kehl, Baden-Baden, et la manifestation du 4 avril verra affluer des gens de toute l'Europe. Cette manifestation doit montrer notre opposition face à cette organisation guerrière, c'est pourquoi nous devons y être, et faire en sorte qu'elle soit une réussite.

Non à la guerre,
non à l'OTAN !

**60 ANS
ÇA SUFFIT!**



**FAISONS DE L'OTAN
UNE MOMIE!**